

EL-TARF Lancement de la culture du maïs

Le service de l'organisation de la production agricole et de l'appui technique relevant de la direction des services agricoles (DSA) est à pied d'œuvre pour concrétiser sur le terrain le programme de relance et de développement de la culture du maïs-grain à travers les exploitations agricoles disposant de ressources hydriques. En effet, deux séances de travail regroupant l'ensemble des intervenants et partenaires (CCLS, CAW, ITGV, SRPV, DSA) se sont déroulées il y a quelques jours, au niveau du siège de la DSA, pour examiner le milieu physique pouvant recevoir cette culture et prendre connaissance de l'expérience vécue dans la wilaya de Guelma ayant trait à la réalisation de 70 ha de maïs durant la campagne écoulée. De fait, la DSA et ses partenaires ont arrêté d'un commun accord le programme définitif de la culture du maïs-grain pour la campagne agricole 2012, dont le début de réalisation est entre le 15 mars et le 15 avril. La relance de cette culture concernera la zone du périmètre irrigué de Bounamoussa à travers 5 communes potentielles, à savoir Ben M'hidi, Dréan, Chatt, Besbès et Asfour. Les principales mesures arrêtées sont entre autres de rendre disponible l'eau d'irrigation à partir du périmètre de Bounamoussa, inciter les agriculteurs adhérents au programme à faire une souscription auprès de l'Onid (Office national d'irrigation et drainage), la CCLS doit assurer la mécanisation des deux opérations (semi-récolte) et tous les intrants nécessaires à cette culture (semence-engrais-PPS), la signature d'une convention entre l'Onab et les producteurs, et ce, en coordination avec la Chambre d'agriculture, l'ouverture d'un guichet unique au niveau de la CCLS pour faire bénéficier les producteurs du crédit Rfig au même titre que le programme céréales et enfin l'ensemble des adhérents suivront une formation au niveau de l'Iltmas de Guelma prévue par ailleurs du 29 février au 1^{er} mars 2012. Dans le même registre, il faut savoir que le prix du quintal de maïs est fixé à 4 500 DA avec un rendement prévisionnel de l'ordre de 60 q/ha. Quoi qu'il en soit, la wilaya dispose d'énormes potentialités agricoles qui peuvent lui permettre d'être parmi les premiers producteurs nationaux pour cette culture stratégique.

Daoud Allam

TIARET Décès à Oran du jeune qui s'est immolé

Le jeune M. K. (22 ans), qui s'est immolé il y a quelques jours en plein centre de Tiaret, est décédé hier à l'hôpital d'Oran où il avait été évacué.

Pour rappel, à la suite de son immolation, les jeunes Tiaretis ont manifesté leur colère envers les autorités.

R. N.

ALORS QUE LES ÉTUDIANTS EN DROIT CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

La direction de la faculté et le recteur de l'université de Bouira s'expliquent

La faculté de droit et des sciences politiques a entamé, dimanche, sa quatrième semaine de grève. Les étudiants arrivés en fin du premier cycle – 600 dans le système classique et 117 dans le LMD – revendiquent toujours plus de spécialités, et ce, selon leurs dires, afin de permettre au plus grand nombre de poursuivre leurs études en master 1.

Le directeur de la faculté, M. Aissaoui Mohamed, qui nous a reçu, a tenu d'abord à apporter deux précisions à notre article publié la semaine dernière. La première concerne le nombre d'étudiants en grève. Ils sont selon lui 2 500 et non 4 000 comme rapporté dans l'article. Il tient ensuite à réfuter l'information selon laquelle il aurait transmis des dossiers d'étudiants à la police. «Bien au contraire, j'ai toujours favorisé le dialogue en laissant les portes ouvertes», dira-t-il.

Cela dit, M. Aissaoui dira que durant les différentes rencontres qu'il a eues avec les représentants des étudiants, il n'a cessé de leur rappeler certaines réalités. Tout d'abord que l'ouverture de nouvelles spécialités reste toujours tributaire de la disponibilité de professeurs ou de maîtres de conférences pour encadrer les groupes d'étudiants appelés à préparer le master et, partant, le doctorat dans cette spécialité. Actuellement, a-t-il tenu à souligner, il existe deux maîtres de conférences qui ont accepté de prendre en charge deux spécialités avec un maxi-

mum d'étudiants pour le master 1. Durant l'année en cours, un autre maître de conférences sera disponible et prendra à son tour en charge une troisième spécialité.

De son côté, le recteur de l'université, M. Abadlia que nous avons également rencontré, est revenu sur les quotas que les étudiants craignent de voir instaurés en faveur du système LMD au détriment du classique. Aussi, le recteur a tenu à rassurer les étudiants que seuls ceux ayant obtenu les meilleures notes, sans distinction entre l'ancien et le nouveau système, seront retenus, tout en rappelant que les étudiants qui avaient opté pour le système classique l'avaient fait de leur propre gré et, par conséquent, savaient que la poursuite des études passerait à travers les concours du magister dont les postes sont toujours limités. Malgré ces choix antérieurs, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en personne a, dira le recteur de l'université de Bouira, accepté d'inclure les étudiants du systè-

me classique dans le LMD. Concernant les revendications portant sur le passage systématique vers le master, M. Abadlia a rappelé aux représentants des étudiants, lors des différentes rencontres qu'il avait organisées avec eux, que de par le monde et pour ne pas laisser la médiocrité régner au sein de l'université, le master est ouvert aux étudiants possédant des atouts et un profil, c'est-à-dire de meilleurs notes pour la préparation du doctorat. En outre, il a rappelé aux étudiants que la commission pédagogique, composée de professeurs et de maîtres de conférences, est souveraine et la seule habilitée à admettre un étudiant pour le master ou le refuser, et ce, sur la base d'une évaluation globale des trois années. «Aucune autre personne, pas même le ministre, ne pourra imposer un étudiant pour le master si la commission juge que celui-ci n'est pas apte à le faire»,h dira-t-il.

Par ailleurs, le recteur de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira a rappelé que l'ouverture des spécialités tant dans la filière droit et sciences politiques que dans les autres filières est tributaire de deux facteurs : l'encadrement en enseignants de rang magistral et la disponibilité des salles devant abriter ces nouvelles spécialités. Pour le deuxième volet, le recteur reste optimiste avec le lancement

au niveau du nouveau pôle scientifique de Bouira de 9 000 places pédagogiques, alors que pour le premier volet, le recteur rappelle que cela dépend beaucoup plus des enseignants eux-mêmes qui sont libres de venir ou pas à Bouira. De plus, ceux qui sont sur place ne pourront pas assumer le même nombre chaque année puisque les étudiants inscrits en M1 et qui sont suivis par ces maîtres de conférences le seront toujours pour le M2 et partant, les maîtres de conférences ne pourront plus assurer l'encadrement du double d'étudiants. Malgré toutes ces explications, les étudiants continuent à camper sur leurs positions.

Dimanche, le recteur de l'université qui s'est aperçu que les étudiants grévistes parlaient au nom de l'UNJA dira que cette grève est illégale puisque menée par un mouvement non reconnu par le ministère de l'Enseignement supérieur. «À ma connaissance, au niveau du ministère, il y a huit mouvements estudiantins qui sont reconnus mais l'UNJA n'y figure pas. Cependant, et pour ne léser personne, nous avons envoyé une correspondance au ministère et nous attendons la réponse pour ce soir», dira le recteur qui affirme que pour le moment «je considère cette grève comme illégale».

Y. Y.

BLIDA

Des jeunes de Ahmer El Aïn en colère

C'est dimanche matin vers 10 heures que plusieurs dizaines de jeunes de la ville de Ahmer El Aïn, distante de 20 km de Blida, sont passés aux actes.

Après les sourdes menaces, dont nous avons eu écho à la suite de la tentative d'immolation par le feu du jeune B. Mohammed, âgé de 30 ans, et résidant dans cette ville, qui s'est s'aspergé d'essence près du siège de la daïra de Ahmer El Aïn, un mouvement de protestation s'en est suivi ce dimanche.

C'est dans ce contexte de mécontentement que plusieurs de ces jeunes se sont installés face au siège de la mairie de la ville, l'air menaçant et provocateur, demandant à rencontrer le maire de la ville, en brandissant une plateforme de revendications écrites. C'est un délégué de ces 50 personnes qui se présenta au seuil de la mairie. Ce délégué, Djamel Bouchouata, dont un de ses enfants, adolescent de 17 ans, s'est suicidé dans d'atroces circonstances nous interpella en présence de quelques-uns de nos confrères en affirmant : «Un adolescent s'est suicidé. Un autre, le jeune Mohammed a failli s'immoler par le feu. Cela est la conséquence d'une injustice criante et d'une gestion de la mairie qui demande à être transparente. Nous demandons à l'Etat de désigner une commission d'enquête.» Les autres jeunes qui nous ont interpellés sont plus en colère.

En effet, les jeunes Ferroudji, Haloui, Kainou, Ali Hadji Zoheir, Bouizoul Sofiane, revendiquent, en notre présence, la transparence dans la gestion des dossiers de l'emploi, du logement et des informations sur la gestion-même de la commune. «Il faut

revoir les listes du filet social et les priorités des dossiers de logement», clament en chœur et très en colère ces jeunes. Le jeune Ferroudji, dira : «Nous sommes des universitaires, des diplômés, des licenciés. Il y a une ségrégation hommes-femmes. Pourquoi ? Qu'on nous soumette tous à des examens, à des tests.» Un autre jeune ajoutera : «Il y a 77 locaux professionnels fermés. A qui les destine-t-on ?» Le délégué de ce groupe, Djamel Bouchouata, se fait plus clair : «Ces jeunes exigent des réponses du maire. Un délai est accordé pour une réponse claire et honnête.» Ce groupe de jeunes grouillants est resté dans l'expectative, en demandant aux journalistes présents : «Faites passer le message. Nous vous en conjurons. Les jeunes de la ville souffrent.» Ce fut après plusieurs minutes d'attente que le maire de la ville nous a accueillis. En réponse à notre question relative à la plateforme de revendications que les jeunes ont déposé, il dira : «Le bureau de main-

d'œuvre nous a communiqué une liste de 33 postes dédiés à l'APC. Nous avons sélectionné les profils des 200 dossiers en notre possession et on a émis nos avis sur ces demandes.» «Pour les 77 locaux, les bénéficiaires seront sélectionnés par une commission de daïra, qui elle-même les transmet à la wilaya, selon les nouvelles dispositions. Ainsi, ce volet m'échappe et se situe à un autre niveau», se justifie le PAPC. «S'agissant des besoins formulés par nos soins concernant notre déficit en postes de travail, c'est la DAL qui vient de nous octroyer 2 postes sur l'effectif qu'on a demandé.» Le maire se justifie et déclare : «Mes prérogatives sont limitées, car il y a des commissions de daïra et des commissions de wilaya et des organes externes à notre pouvoir qui décident de nous affecter des postes ou de nous permettre de recruter. Mais il y a des meneurs et des gens de mauvaise volonté à l'origine de ces désordres», martèle le maire.

Larbi Houari

IL EST MÊLÉ À UNE AFFAIRE DE JUSTICE Le maire de la ville des Roses suspendu

De sources bien informées, nous avons appris que le maire de Blida a été suspendu, hier, au motif qu'il est poursuivi en justice. C'est le chef de la daïra de Blida, accompagné d'une délégation de la wilaya, qui lui a notifié cette suspension. Si rien n'a filtré sur cette poursuite en justice, on croit savoir que le désormais ex-président de l'APC de Blida n'a reçu aucune convocation ou autre information émanant de la justice, lui faisant part de son inculpation. Pour rappel, le maire suspendu a été désigné en remplacement de Houcine Kacem, condamné à trois ans de prison dans l'affaire de l'aménagement de l'avenue Kritli-Mokhtar à Blida.

M. B.

TIPASA

Des citoyens de Haï El Kechni bloquent la RN 11

Hier, aux environs de 11 heures du matin, la RN11 fut interdite à la circulation au lieudit Haï El Kechni, distant de 8 km du chef-lieu de la wilaya de Tipasa.

Ce blocage de la circulation dans les deux sens de destination de Tipasa et d'Alger fut l'œuvre de quelques dizaines de citoyens résidant dans un village situé à 20 km du chef-lieu de leur commune d'appartenance et à 8 kilomètres de Tipasa. Ces citoyens ont enflammé des pneus et bloqué la route à l'aide de gros troncs d'arbre et de blocs de pierres. Nous nous sommes enquis sur place auprès de ces derniers des raisons de leur mécontentement. Plusieurs pères de famille nous

ont fait part de leurs préoccupations. «L'école primaire ne dispose ni d'eau, ni de cantine, et les toilettes sont bouchées. La maîtresse d'école se rend dans les maisons attenantes pour que les enfants que puissent faire leurs besoins», clame un père de famille. Cette version est reprise par d'autres pères de famille présents à cette manifestation. Un groupe de jeunes crie à tue-tête : «Nous ne disposons ni d'éclairage public, ni de routes, ni de terrains de jeux pour un village de plu-

sieurs centaines d'habitants.» L'un de ces jeunes assène le coup de grâce aux responsables venus de Bou Ismaïl et présents sur les lieux : «Lorsqu'on demande des logements à Tipasa, on nous répond que vous dépendez de Bérard (Aïn Tagourait). Pourtant, on est distant de Tipasa de quelques kilomètres seulement.» Nous avons demandé des précisions au chef de daïra de Bou Ismaïl, qui était sur place au même titre que la gendarmerie et les pompiers qui éteignaient le feu. Ce responsable a refusé de donner des explications sur place et nous a déclaré qu'il donnerait

des précisions sitôt arrivé à son siège à Bou Ismaïl. Nous n'avions, à l'image d'autres confrères présents, aucun moyen disponible pour rejoindre ce responsable. Ce faisant, nous ne disposons pour l'heure d'aucune information fiable et officielle, en mesure de confirmer les préoccupations et les affirmations de ces citoyens. Un automobiliste rencontré sur les lieux, nous affirme très en colère : «Ce sont des jeunes désœuvrés qui prennent plaisir à bloquer la route, chaque fois que cela leur plaît. Que l'Etat mette fin à cette pratique insensée.»

L. H.